

Engaging younger generations: the future of ESCs

Réunion annuelle des secrétaires généraux des CES européens

La Haye, 9 et 10 novembre 2011

Mesdames et messieurs,

Je ressens le besoin de vous dire que le système politique de mon pays semble enfin établir un consensus minimum sur la façon d'avancer dans l'avenir proche et appliquer les accords du 26 octobre, qui en principe seraient en mesure de faire sortir le pays de l'impasse, à condition que des changements structurels commencent se réalisent enfin et que 2012 ouvre avec un surplus au budget de l'état.

Malgré, l'incertitude qui émane du contexte plus général, nous n'avons pas d'autres alternatives que de rester focalisés sur l'application des réformes.

Malgré, les Cassandres, à l'intérieur et à l'extérieur, le consensus politique donne de l'espoir et surtout à mes yeux, ça permet à la sphère de l'économie, c'est-à-dire au monde du travail et aux entreprises de porter leur regard au lendemain, plus prometteur qu'à ce présent terne et morose.

Car le pays a des ressources. Des ressources humaines de qualité et de nombreux secteurs porteurs de développement.

De toute façon ce n'est pas dans la psycho synthèse des grecs de rester inactif ou observateurs du sort qui nous arrive malgré nos erreurs incroyables.

Or, si la sphère de la politique -pour ainsi faire allusion à Habermas- avait la primauté, souvent désastreuse pour le pays, la société civile organisée a fait des efforts pour se faire entendre.

Depuis 2009 le Conseil grec avait réuni les partenaires sociaux au plus haut niveau pour se concerter sur un mémorandum national sur le développement.

Un document précis en était sorti, mais peu d'hommes politiques avaient l'oreille favorable en ce temps, à ce que le CES de Grèce leur disait.

Avec l'arrivée de Papandreou au pouvoir, la même année, le pays a passé à la constellation des memoranda avec le FMI et la UE et un triumvirat est arrivée dans le pays.

Les lois d'applications des prévisions des memoranda se sont prouvées difficilement applicables. Les mêmes lois étaient votées par le Parlement d'une façon expresse et peu de place il y a eu pour la concertation sociale.

Néanmoins, nous avons émis des avis sur l'essentiel et en parallèle nous avons de nouveau réuni les chefs des partenaires sociaux du pays à une table ronde pour relancer le pacte national sur le développement économique et social.

Cette fois on va être plus précis, on va proposer des secteurs et une procédure de pas-à-pas, comme un vadémécum concertée par les parties prenantes qui les lie d'une certaine façon en ce qui concerne son application.

Par exemple, on a le problème du centre d'Athènes qui vit une situation problématique de par l'accumulation de l'immigration illégale, de l'économie souterraine, la fermeture des commerces, l'éloignement des habitants et la dégradation de la qualité de vie. Les acteurs sont nombreux et les interventions de la politique publique restera inefficace si elle n'englobe dans son application les forces présentes comme des autorités communales, des corps de métiers, les Services Publiques, les habitants et les communautés des immigrés par exemple.

En 2011, nous avons émis 27 avis, je souligne deux entre eux, celui sur l'application du plan de développement national à moyen terme 2012-2015 et celui sur l'évaluation du plan national des réformes 2011-2014.

En 2011 par la loi 3943, le Conseil grec a été réformé et élargie, ayant passé à 60 membres de 48 qu'il avait depuis sa création, des organisations de la société civile ont été rajoutées, femmes, environnementales, consommateurs etc.

Un nouvel organe en son sein a été créé, l'assemblée des présidents des organisations des partenaires sociaux qui participent au CES.

Pourtant, l'étroitesse des fonds disponibles pose certaines difficultés pour notre fonctionnement et surtout freine le potentiel d'intervention que nous avons sur le développement et la croissance. Nous sommes malgré tout actifs avec des relations bilatérales et au niveau multilatéral car nous ressentons comme notre devoir patriotique d'explorer les collaborations et œuvrer pour la croissance de notre pays.

Pour conclure je pense que c'est extrêmement important de signaler que les partenaires sociaux en Grèce croient et soutiennent notre institution en ce temps de crise multiple, pour faire allusion à M. Visser., c'est quelque chose d'extrêmement prometteur et encourageant.

Quand les pavés de la place de la Constitution d'Athènes sont constamment occupées par les protestations alors on peut appréhender l'ampleur que prend l'attachement des syndicats et du patronat au rôle du Ces comme organe constitutionnel de dialogue social. C'est une constante dans un contexte rempli de variables.

Je vous remercie,